

Ne comptez pas sur nous : l'impréparation militaire du Canada

Justin Massie, Philippe Lagassé | 15 mai 2024 | ARTICLES | 



Cet article est une traduction révisée et mise à jour de l'article « [Don't Count on Us : Canada's Military Unreadiness](#) », publié sur War on the Rocks le 11 avril 2024.

L'armée canadienne est en proie à une « [spirale mortelle](#) ». C'est ainsi que le ministre de la Défense nationale, Bill Blair, a décrit l'état des Forces armées canadiennes (FAC) lors de la Conférence annuelle sur la sécurité et la défense d'Ottawa le mois dernier. Les remarques de Blair font référence à la profonde crise de recrutement et de rétention à laquelle l'armée canadienne est confrontée. Les FAC font face à un déficit [de 16 000 personnes](#), soit environ 15 % de leur effectif autorisé de 71 500 membres dans la force régulière et de 30 000 réservistes. Malgré diverses initiatives telles que l'ouverture de l'armée aux résidents permanents, aucune amélioration significative n'est en vue. [À peine moins de 1 %](#) des demandes de résidents permanents pour rejoindre les forces régulières ont été acceptées, avec notamment 15 000 demandeurs ayant abandonné le processus de demande d'une longueur de 18 à 24 mois. Malgré les [contrats de haut niveau](#) conclus par le gouvernement canadien pour l'acquisition de nouveaux équipements tels que des F-35, des drones Predator et des P-8A Poseidon, l'incertitude persiste quant à la disponibilité du personnel nécessaire pour utiliser ces capacités une fois qu'elles seront opérationnelles, compte tenu du rythme actuel.

Les alliés et les critiques demandent à juste titre au Canada de respecter l'objectif de dépenses de défense à la hauteur de 2 % du produit intérieur brut tel qu'exigé par l'OTAN. Cependant, les défis auxquels est confrontée l'armée canadienne vont bien au-delà du simple manque de financement. La capacité du Canada à apporter une contribution significative aux opérations alliées majeures est sérieusement remise en question dans un avenir proche. Malgré [une augmentation des dépenses de défense de 70 %](#) entre 2017 et 2026, un rapport interne sur l'état de préparation des Forces armées canadiennes a été rendu public dans les

médias la même semaine que les remarques de Blair. Ce rapport dresse un tableau sombre : [la plupart des principales flottes du Canada ne sont pas disponibles ou sont inutilisables](#). En effet, en moyenne, seulement 45 % de la flotte aérienne du Canada est opérationnelle, tandis que la Marine royale canadienne peut opérer à 46 % de sa capacité et l'armée à 54 %. Cela signifie que même l'ambition modeste du Canada en matière de projection militaire – qui se limite à seulement trois frégates, deux escadrons de chasseurs et une brigade mécanisée – n'est pas garantie. En tant que neuvième économie mondiale et douzième en termes de PIB par habitant, le Canada apporte en réalité une contribution relativement faible à la sécurité de ses alliés et semble être incapable de soutenir ses propres objectifs militaires limités.

Peu d'indices laissent présager une amélioration prochaine pour l'armée canadienne. Le 8 avril 2024, le gouvernement canadien a annoncé un [nouveau financement de la défense dépassant les 72 milliards de dollars](#) sur les deux prochaines décennies. Cela devrait porter les dépenses militaires canadiennes à un maximum de 1,76 % du produit intérieur brut en 2029. Cette injection de fonds est bienvenue, s'ajoutant aux quelque [215 milliards de dollars](#) que le gouvernement prévoit d'investir au cours des 20 prochaines années. Cependant, la majeure partie de ces nouvelles dépenses ne devrait être débloquée qu'au cours de la prochaine décennie et ne résoudra pas les problèmes immédiats de l'armée. Selon le chef d'état-major de la Défense, le général Eyre, il ne manque pas 16 000 militaires au sein des FAC, mais plutôt 30 000 afin d'être en mesure de mettre en œuvre la nouvelle politique de défense canadienne intitulée [Notre Nord, fort et libre](#).

Pour être honnêtes, l'armée canadienne se trouve dans un état désastreux et peine à subsister. Les racines de cette crise résident dans la culture stratégique du Canada et dans des décisions prises il y a plusieurs décennies. Sortir de cette crise représente un défi de taille, jonché d'obstacles apparemment insurmontables, tels qu'une pénurie chronique de personnel, une incapacité à dépenser les fonds rapidement, un manque d'accord bipartisan sur les besoins militaires, et une culture de réactivité et d'impréparation face aux nouveaux défis géopolitiques.

Même si des réformes vitales et des augmentations budgétaires étaient décidées aujourd'hui, leur mise en œuvre prendrait des années, et il faudrait au moins une décennie pour remettre les forces armées sur pied. C'est pourquoi le Canada devrait agir sans tarder. Cela implique également que les alliés du Canada doivent avoir des attentes réalistes quant à sa contribution militaire dans les années à venir. En somme, tant que des réformes structurelles ne seront pas mises en œuvre, il ne faut pas compter sur le Canada.

Le Canada et la défense nationale

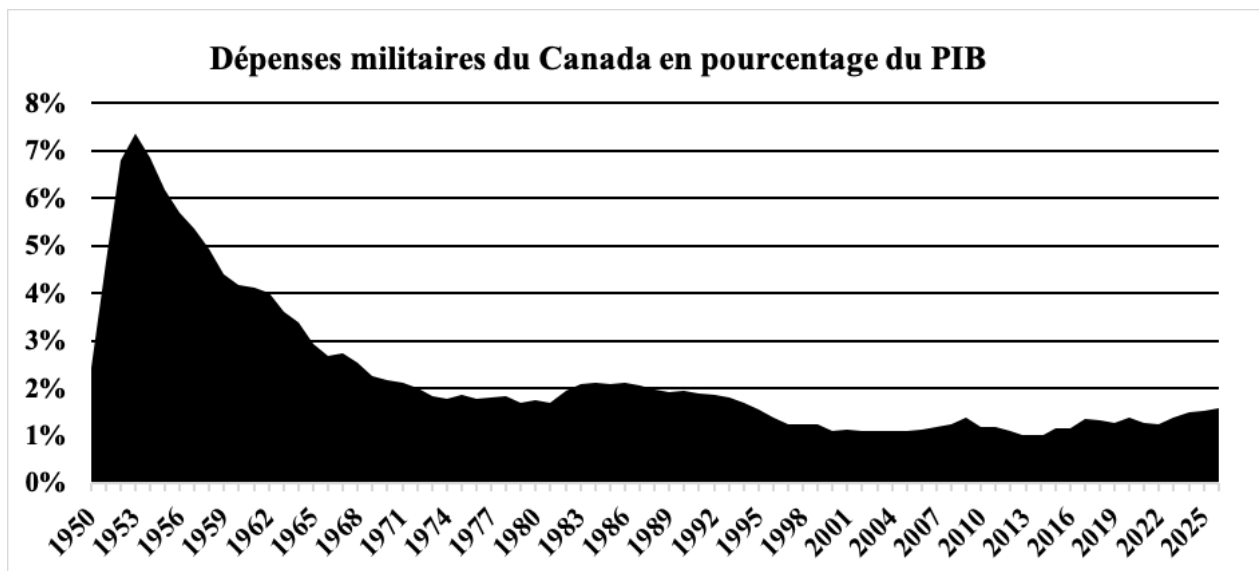
Pour saisir pleinement la crise militaire actuelle du Canada, il est essentiel de comprendre le peu d'importance que les Canadiens accordent à la défense. Malgré des changements d'attitude révélés par des sondages récents, [notamment parmi les électeurs de tendance conservatrice](#), les Canadiens n'ont que [rarement considéré la défense comme une priorité](#). Entourés de trois océans et voisins de la plus grande puissance militaire du monde, les Canadiens ont rarement perçu les dépenses de défense comme un investissement valable, en particulier par rapport aux programmes sociaux populaires. Il y a eu des exceptions, bien sûr. Le Canada a joué un rôle important lors des deux guerres mondiales ; ensuite, la guerre de Corée a incité le Canada à investir massivement dans son armée et à déployer des forces avancées en Europe occidentale au début de la guerre froide. Cependant, une fois que l'adversaire fut vaincu ou que la menace semblait s'atténuer, les Canadiens ont laissé les dépenses de défense stagner et leurs capacités militaires décliner. Notamment, après la hausse initiale des dépenses consécutive à la guerre de Corée, les dépenses militaires canadiennes ont commencé à décliner lentement, mais régulièrement, à partir de la fin des années 1950. Malgré une importante mise à niveau de l'armée canadienne au milieu des années 1970, elle n'a jamais retrouvé ses capacités de temps de paix qu'elle avait brièvement connues au début de la guerre froide.

Tant les dirigeants canadiens que les électeurs se sont jusqu'ici contentés de capitaliser sur la réputation militaire que le pays a acquise il y a plus de 70 ans. Comme un ancien athlète vedette de l'école secondaire hors de forme qui s'accroche à ses jours de gloire, les Canadiens continuent de s'imaginer tels qu'ils étaient à l'époque, plutôt que de reconnaître la réalité actuelle, bien qu'un nombre croissant de personnes pensent que la réputation de leur pays s'est [récemment détériorée](#). Plus grave encore, les Canadiens et leurs dirigeants ont souvent tendance à croire que leurs alliés les perçoivent de la même manière qu'ils se perçoivent eux-mêmes. Le résultat a été un mélange d'autosatisfaction et de [complaisance](#) qui a entravé la capacité du Canada à reconnaître l'ampleur réelle de son déclin militaire.

Face à la détérioration de l'environnement international de sécurité actuel, les Canadiens prennent à nouveau [conscience](#) de l'importance de s'impliquer militairement. Cependant, la longue négligence des forces armées, qui perdure depuis des décennies, va sérieusement entraver les efforts du Canada pour apporter des contributions significatives à la paix et à la sécurité internationales dans les années à venir. Bien que les racines de cette crise remontent à la guerre froide, la situation actuelle des Forces armées canadiennes se comprend mieux à l'aune des décennies qui ont suivi.

Les dividendes de la paix

À la fin de la guerre froide, les gouvernements canadiens souhaitaient profiter des dividendes de la paix. Les finances publiques du Canada étaient alors dans un état lamentable et le budget de la défense constituait une cible facile pour des réductions budgétaires discrétionnaires. Au milieu des années 1990, le budget canadien de la défense a été **coupé de 30 %**. Toutefois, cette tendance à la baisse avait déjà commencé auparavant, les dépenses de défense en pourcentage du produit intérieur brut ayant régulièrement diminué, passant de 2,11 % en 1986 à 1,11 % en 2005. Le gouvernement a également réduit la taille de ses forces d'un tiers, passant de **90 000 soldats actifs** en 1990 à **62 000 en 2005**. Pendant cette période, Ottawa a limité les grandes modernisations, provoquant ainsi une vague de projets qui nécessiteraient inévitablement une attention urgente plus tard. À bien des égards, l'armée canadienne subit encore aujourd'hui les répercussions de ces décisions, tant en termes de perte de talents que de pression exercée sur ses infrastructures, ses équipements et son personnel.

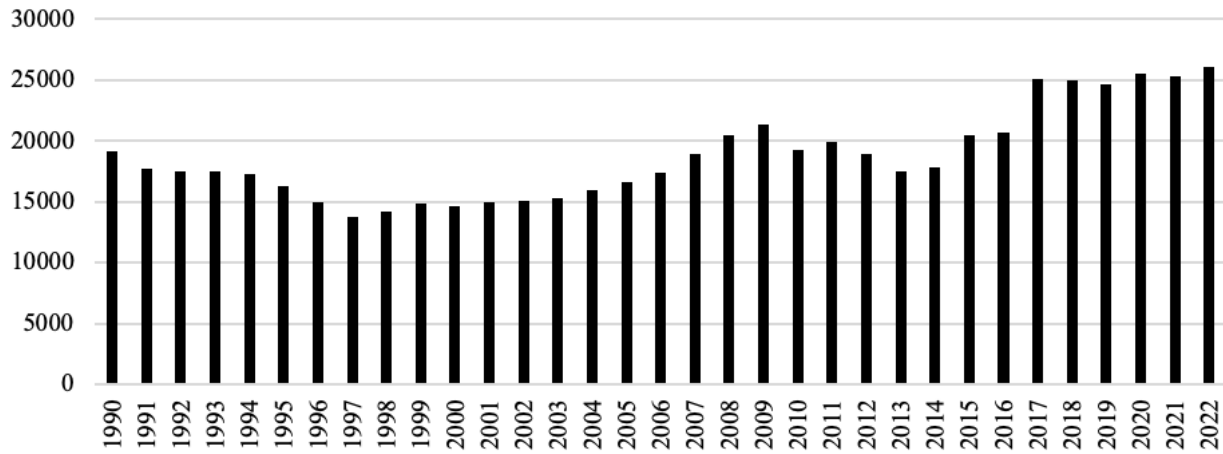


Malgré ces coupes budgétaires, le gouvernement a maintenu un rythme opérationnel élevé pour les FAC, déployant des troupes lors de la guerre du Golfe, en Somalie, en Bosnie, en Haïti, au Kosovo, en Afghanistan, en Libye et en Irak. En moyenne, le Canada a déployé **plus de 4 300 soldats** par an au sein d'opérations extérieures pendant les années 1990. Cela contraste avec une moyenne respective de 3 400 au cours des années 2000 et de 1 600 au cours des années 2010. Les réductions drastiques de la taille des forces armées et de leurs capacités, ainsi que le passage d'une participation aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies à des opérations offensives dirigées par l'OTAN et les États-Unis, expliquent cette tendance à la baisse.

Des plans de modernisation en deçà des attentes

Après les attentats du 11 septembre, les dépenses de défense canadiennes ont progressivement augmenté, notamment à la suite du déploiement des FAC à Kandahar, en Afghanistan. Cette mission a non seulement rappelé aux Canadiens les dangers associés à une armée sous-équipée, mais la « guerre contre le terrorisme » a également suscité un regain d'intérêt pour le service militaire. **Les dépenses militaires** sont passées de 1,11 % du produit intérieur brut en 2004 à 1,38 % en 2009. En dollars américains constants, les dépenses ont augmenté de 34 % au cours de cette période. Les gouvernements successifs ont également commencé à approuver l'acquisition de nouvelles capacités. À partir du milieu des années 2000, le **Canada a fait l'acquisition** d'avions de transport aérien stratégique C-17, d'avions de transport tactique C-130J et d'hélicoptères de transport moyen Chinook. La taille autorisée de la force régulière a augmenté de 13 %, passant de **62 000** en 2005 à **70 000** en 2008. Elle a légèrement augmenté pour atteindre **71 500** en 2017 et **est restée** stable avec la mise à jour de la politique de défense du Canada en 2024 et ce, malgré la **nécessité avouée** de maintenir des forces armées d'une taille adéquate pour faire face à « la guerre conventionnelle de haute intensité ». Par conséquent, la taille de la force autorisée du Canada est demeurée pratiquement inchangée malgré les évolutions majeures du contexte des menaces depuis les années 2000.

Budget militaire canadien en dollars constants (USD 2021)



Vers la fin des années 2000, un sentiment de malaise s'est installé autour des questions de défense. La guerre en Afghanistan avait infligé des pertes relativement lourdes à une force et à un pays qui n'avaient pas connu de telles pertes depuis la guerre de Corée. Le Canada a subi la [troisième plus grande part de pertes par habitant](#) (après le Danemark et l'Estonie) pendant la guerre d'Afghanistan (158 soldats et 7 civils). L'opposition politique à la guerre était également significative, poussant le gouvernement à chercher une stratégie de retrait. En 2011, le Canada est devenu le deuxième allié, après les Pays-Bas, à se [retirer d'Afghanistan](#) avant la fin de la mission de combat de l'OTAN en 2014. Cette décision est d'autant plus marquante que le Canada avait jusqu'alors participé à chacune des opérations de l'OTAN depuis sa création.

Les projets d'investissement ont été confrontés à des coûts croissants, ce qui a entraîné l'annulation d'une commande tant attendue d'un navire de soutien interarmées. Pour revitaliser l'industrie canadienne de la construction navale à la suite de cette annulation, une stratégie nationale de construction navale, estimée à 33 milliards de dollars, a été mise en place. Dans le cadre de cette stratégie, la livraison de quatre navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique a débuté (deux autres sont attendus cette année). Cependant, la construction des 15 navires de combat de surface canadiens, basés sur le modèle des frégates type 26 et destinés à remplacer la flotte canadienne de 12 frégates et quatre destroyers, n'a pas encore commencé. Initialement estimée à 26 milliards de dollars en 2015, l'acquisition des principaux navires de combat du Canada devrait désormais coûter plus de [80 milliards de dollars](#), soulevant des inquiétudes quant à sa [viabilité financière](#). Ce qui est d'autant plus préoccupant, c'est que la livraison du premier navire est prévue pour 2032 et la dernière pour 2050, soit environ six décennies après la mise en service des frégates canadiennes entre 1992 et 1995.

Une flotte de 15 navires est considérée par beaucoup comme le [minimum nécessaire](#) pour que le gouvernement canadien puisse respecter ses engagements. Parmi ceux-ci figurent le déploiement de trois navires dans la région indopacifique chaque année, ainsi qu'une participation rotative aux groupes maritimes permanents de l'OTAN. Pour la première fois depuis l'annexion de la Crimée par la Russie et dans le contexte de son invasion à grande échelle de l'Ukraine, le Canada n'a [pas été en mesure](#) de participer aux forces opérationnelles maritimes de l'OTAN en 2022 en raison d'un nombre insuffisant de navires en service pour honorer ses engagements à la fois dans l'OTAN et dans l'Indo-Pacifique. Pourtant, le gouvernement canadien s'était engagé en 2019 à fournir une [frégate supplémentaire à haut niveau de préparation](#) à l'OTAN, portant le total à trois, dans le cadre de l'initiative de préparation otanienne visant à disposer de 30 navires de combat navals prêts à l'emploi en 30 jours (en plus de 30 bataillons et 30 escadrons aériens). Cela s'est produit avant la décision de l'OTAN, en juin 2022, d'augmenter sa force de réaction rapide de 40 000 soldats à plus de 300 000. Compte tenu de la lenteur du rythme d'approvisionnement et de l'absence de tout sentiment d'urgence face à sa [flotte obsolète](#), le Canada ne parviendra pas à atteindre son objectif déjà modeste d'avoir trois frégates disponibles en permanence, et encore moins à augmenter véritablement son niveau d'ambition pour devenir une force significative.

La situation est également préoccupante en ce qui concerne la Force aérienne du Canada. Lorsque le gouvernement a tenté d'acquérir 65 avions de combat F-35 en 2010, des rapports critiques du [Bureau du vérificateur général](#) et du [Directeur parlementaire du budget](#) ont contraint le gouvernement à recommencer le processus depuis le début. Douze ans plus tard, le F-35 a remporté l'appel d'offres qui a finalement eu lieu, mais la première livraison est prévue en 2026 et il faudra attendre jusqu'en 2034 pour que la nouvelle flotte atteigne sa pleine capacité opérationnelle. Avec plus de 50 ans écoulés depuis l'introduction du premier CF-18 Hornet dans la flotte d'avions de chasse du Canada, il est difficile de prédire combien d'entre eux seront encore fonctionnels d'ici là.

En 2016, le gouvernement canadien a annoncé son intention d'acquérir 18 nouveaux chasseurs Super Hornet pour combler une nouvelle «[lacune en matière de capacités](#)» au sein de sa flotte de combat aérienne. Cette décision visait à répondre aux besoins opérationnels accrus afin de maintenir un niveau d'alerte élevé du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) – [nécessitant environ 36 appareils, dont 12 opérationnels](#) – en plus d'un escadron de six avions de chasse déployé dans le cadre des opérations de l'OTAN en Europe. Cependant, à la suite d'un différend commercial avec Boeing, le gouvernement canadien a annulé son intention d'acquérir des Super Hornets en 2017. Néanmoins, il a maintenu ses besoins opérationnels accrus en s'engageant à se doter de 88 chasseurs (au lieu des 65 initialement prévus). Parallèlement, le Canada a également [renforcé son engagement envers l'OTAN, augmentant à 12 le nombre d'avions de combat](#) dans le cadre du plan de disponibilité opérationnelle de l'OTAN de 2019. Cependant, des incertitudes persistent quant à la capacité de la nouvelle flotte à honorer simultanément ses engagements envers le NORAD et l'OTAN, face des menaces en constante évolution. Pendant ce temps, la pénurie d'équipages aériens compromettra sa capacité de maintenir son engagement modeste au sein du NORAD tout en formant les équipages pour la nouvelle flotte de F-35.

Le nouvel appel d'offres pour les chasseurs faisait partie d'un programme de modernisation lancé par les FAC en 2017. Dans le cadre de la [politique de défense Protection, Sécurité et Engagement](#) annoncée cette année-là, le gouvernement a dévoilé un programme d'investissement totalisant plus de 160 milliards de dollars sur 20 ans. En 2022, le gouvernement s'est engagé à investir 40 milliards de dollars supplémentaires pour moderniser le NORAD en coopération avec les États-Unis. Au total, les dépenses d'investissement prévues pour la défense jusqu'en 2037 devraient atteindre [215 milliards de dollars](#). Cette augmentation rapide et significative des dépenses a suscité des inquiétudes de la part du Directeur parlementaire du budget, qui s'interroge sur la capacité du Canada à gérer une telle quantité et intensité d'acquisitions. De plus, en raison de retards dans l'approvisionnement, il est prévu que [62 % des dépenses](#) ne seront engagées qu'après 2027. Compte tenu des taux d'inflation élevés dans l'industrie de la défense, il est probable que des crédits supplémentaires soient nécessaires pour maintenir les acquisitions actuellement prévues. En d'autres termes, la politique de défense du Canada semble financièrement insoutenable.

Ce plan de modernisation a conduit à l'acquisition de plusieurs [nouvelles capacités](#). Au cours des deux dernières années, le Canada a signé des contrats pour l'achat de nouveaux avions de ravitaillement en vol et de transport VIP, d'une flotte de P-8, de camions légers, de drones Predator ainsi que d'une série de systèmes terrestres de commandement, de contrôle, de communications, d'ordinateurs, de renseignement, de surveillance et de reconnaissance. D'autres acquisitions sont en cours et se poursuivront dans les années 2030. Par exemple, la mise à jour de la politique de défense d'[avril 2024](#) engage des dizaines de milliards de dollars supplémentaires pour l'achat de nouveaux hélicoptères tactiques, des infrastructures de défense, des missiles à longue portée, des munitions d'artillerie, des satellites, des avions de détection aérienne avancée et un cybercommandement, entre autres. Étant donné que toutes ces initiatives s'ajoutent aux annonces précédentes depuis 2017, ce sont de bonnes nouvelles. Toutefois, leur réalisation ne se matérialisera pas avant plusieurs décennies, si les fonds nécessaires à leur mise en œuvre se concrétisent et s'avèrent suffisants.

Entretemps, l'âge avancé de l'équipement actuel des FAC a miné leur disponibilité opérationnelle. Les flottes plus anciennes exigent davantage d'entretien et de réparation, et il est difficile de trouver des pièces de rechange pour des flottes plus anciennes et plus petites. En effet, la mise à jour de la politique de défense de 2024 prévoit 9,9 milliards de dollars seulement pour maintenir les navires de guerre existants du Canada en état de disponibilité, ainsi que 8,9 milliards de dollars supplémentaires pour entretenir les autres équipements militaires vieillissant des FAC. Bien que les modernisations en cours atténueront ce défi au cours de la prochaine décennie, la disponibilité opérationnelle des Forces armées canadiennes restera entravée pendant de nombreuses années en raison de décisions d'approvisionnement qui ont été reportées pendant trop longtemps.

Bien que le volet financier offre une lueur d'espoir, un sentiment de désespoir pèse sur l'ensemble de l'armée canadienne. La force régulière est aux prises avec une pénurie de personnel depuis des années. Les bases militaires et [les logements](#) ont été négligés, laissés dans un état de délabrement important, et les politiques de gestion des ressources humaines n'ont pas suivi le rythme des attentes et des exigences modernes en matière d'emploi et de vie familiale. Une économie florissante a offert aux militaires des opportunités attrayantes dans le secteur civil, sans les sacrifices requis dans le domaine militaire. Lorsque la pandémie de COVID-19 a éclaté, les FAC étaient déjà confrontées à une fragilité structurelle. Les déploiements nationaux accrus pendant la pandémie et la contraction du marché du travail qui a suivi ont exacerbé les problèmes. En réalité, de nombreuses armées manquent [de personnel](#) et connaissent des difficultés de recrutement depuis la pandémie, mais la situation semble particulièrement critique pour l'armée canadienne. Le déficit de techniciens à travers l'ensemble de la force a sans doute exacerbé les défis de maintenance auxquels sont confrontées les flottes principales.

Un autre défi majeur a été la crise d'inconduites sexuelles qui a secoué les FAC ces dernières années. Plusieurs hauts responsables militaires ont été inculpés ou contraints de démissionner suite à des [accusations d'inconduite sexuelle](#). Compte tenu du nombre de cas, la rectification de la culture des Forces armées canadiennes en matière d'inconduite sexuelle est

devenue une priorité absolue pour le gouvernement actuel. Cette crise a amplifié les [difficultés de recrutement et de rétention](#) au sein des forces armées. Une ombre plane désormais sur l'institution depuis plusieurs années, ce qui soulève des [doutes](#) chez les jeunes Canadiens quant à leur éventuel engagement, et pousse peut-être même les membres en service actif à envisager d'autres horizons.

« Explorer les options »

Dans sa mise à jour de 2024, le gouvernement canadien a identifié plusieurs capacités qu'il envisage « explorer », ce qui implique que la plupart de ces initiatives n'ont même pas encore atteint le stade de l'analyse des options et ne sont donc pas budgétées. Parmi ces capacités figurent de nouveaux sous-marins, des chars de combat, des véhicules blindés légers, des drones de surveillance et d'attaque, ainsi que des systèmes d'artillerie. À ceci s'ajoutent l'étude de la possibilité d'acquérir des missiles longue portée à lanceur aérien ou maritime, des systèmes de défense aériennes basées au sol, ainsi que d'une capacité de lutte anti-drones. Il est étonnant que ces capacités ne soient pas budgétées, tant elles paraissent essentielles à la défense du territoire et aux engagements du Canada auprès de l'OTAN.

Bien que toutes ces capacités soient essentielles pour faire face aux menaces actuelles, le cas des sous-marins est particulièrement frappant. Mais étant donné que le coût de remplacement des quatre sous-marins diesels-électriques vieillissants du Canada a été estimé entre [60 et 100 milliards](#) de dollars, la décision du gouvernement de simplement « explorer » les options n'est pas si surprenante. Comme mentionné précédemment, la nouvelle politique inclut déjà plus de 70 milliards de dollars de nouvelles dépenses sur 20 ans; un montant supplémentaire de 60 à 100 milliards de dollars a clairement été jugé excessif et, en conséquence, reporté à plus tard. Étant donné que la modernisation en cours des sous-marins de classe Victoria du Canada devrait les maintenir opérationnels jusqu'au milieu des années 2030, ne pas inclure un financement pour une option de remplacement dans une mise à jour de la politique qui se projette jusqu'au milieu des années 2040 pourrait entraîner la perte de cette capacité par le Canada. Cette lacune capacitaire se produira malgré [la reconnaissance par le gouvernement](#) de la nécessité de posséder des sous-marins afin de « détecter discrètement les menaces maritimes et [de constituer] un moyen de dissuasion. Ils permettent aussi au Canada de contrôler ses approches maritimes et de projeter sa puissance et sa capacité de frappe loin de ses côtes à une époque où les sous-marins russes sondent largement les océans Atlantique, Arctique et Pacifique, et où la Chine développe rapidement sa flotte sous-marine. »

Sur le plan du personnel, la nouvelle politique de défense avance plusieurs idées, mais aucune ne promet d'inverser rapidement le déclin des effectifs des Forces armées canadiennes. Ottawa est encore en train d'examiner les options et n'a pas encore alloué de fonds pour accroître les salaires et offrir de meilleurs avantages sociaux pour le personnel, ni pour un meilleur équilibre entre la vie professionnelle et familiale pour les troupes. Il est à noter que la politique prévoit une période d'essai pour les nouvelles recrues afin de les intégrer plus rapidement dans les forces armées, ainsi qu'un plus grand contrôle de carrière pour ceux déjà en service. Tout aussi important, la nouvelle politique s'engage à élargir la main-d'œuvre civile de la défense dans le but d'accroître la capacité du ministère à soutenir les FAC et à gérer les nombreux projets d'approvisionnement et d'infrastructure. En plus de la pénurie de personnel militaire, la main-d'œuvre civile de la défense fut mise à rude épreuve alors qu'elle tentait de mettre en œuvre la modernisation des Forces armées canadiennes. Tant que le volet civil de l'équation ne pourra pas gérer davantage de programmes, le ministère de la Défense et les forces armées continueront de rencontrer des difficultés à dépenser l'argent supplémentaire qui leur a été alloué.

Conclusion

Dans quelle condition se trouve aujourd'hui l'armée canadienne ? Ses flottes existantes sont de plus en plus difficiles à entretenir et à maintenir, que ce soit en raison d'un manque de personnel ou de leur âge avancé. Le Canada a dû réduire sa participation à des exercices militaires majeurs, et ses contributions aux opérations alliées sont constamment limitées. Le manque de personnel et la capacité de service réduite des flottes limitent le nombre et l'ampleur des opérations que l'armée peut entreprendre. En 2023, les Forces armées canadiennes ont enregistré un record de [141 jours](#) d'opérations de soutien aux autorités civiles face à des catastrophes naturelles. L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des besoins nationaux en raison des changements climatiques constitue un [défi](#) pour les capacités limitées des FAC. Sur la scène internationale, seuls [58 %](#) des « éléments des FAC prêts à être mobilisés en cas d'alerte de l'OTAN » sont déployables. Cela signifie que les 3 400 soldats canadiens censés être en état de préparation élevée pourraient ne pas être en mesure de soutenir les 1 200 soldats actuellement déployés en Lettonie pour dissuader et défendre Riga contre une agression russe. Pourtant, en tant que nation-cadre de la présence avancée renforcée de l'OTAN en Lettonie, le Canada devra renforcer le groupe de combat de l'OTAN à un niveau de brigade en doublant sa force déployée dans le pays balte. La capacité du Canada à maintenir cet engagement est incertaine étant donné ses problèmes chroniques de disponibilité opérationnelle. De plus, [malgré les appels de Washington](#), le Canada a refusé de diriger une mission en Haïti, non seulement parce qu'Ottawa ne veut pas accepter les risques encourus,

mais aussi parce que l'armée n'est pas en mesure de mener une intervention significative. Le Canada se contente plutôt de fournir 70 soldats pour [former les troupes jamaïcaines](#) en vue d'une mission en Haïti.

Plus encore, l'absence d'un plan visant à atteindre le seuil minimal de 2 % du PIB consacrés aux dépenses militaires que se sont fixés les alliés de l'OTAN continuera d'exposer le Canada à de vives critiques de la part de Washington, en particulier de la part des républicains pro-Trump, tout en sapant encore davantage la fiabilité et l'influence du Canada auprès de ses alliés européens.

À moins que les Forces armées canadiennes ne résolvent leur grave crise de personnel, elles pourraient se retrouver dans l'incapacité d'opérer les nouveaux équipements en cours d'acquisition. Avec la pression croissante sur le personnel en service résultant des insuffisances au sein des rangs, davantage de militaires pourraient envisager de partir. C'est la « spirale mortelle » contre laquelle le ministre de la Défense a mis en garde. Bien que l'argent ne soit pas une solution miracle, allouer 2 % du PIB à la défense pourrait contribuer à résoudre la pénurie de personnel, à rénover les infrastructures en ruine, et à acquérir les capacités manquantes pour soutenir les opérations face aux menaces actuelles. Mais le Canada doit d'abord résoudre ses problèmes structurels de planification de la défense et, tout aussi important, adopter une attitude moins complaisante et empreinte d'autosatisfaction à l'égard d'une réputation militaire qu'il a laissé s'effriter depuis longtemps.

Crédits photo : [Maître de 2e classe Robert Simpson](#)

• — •• — — • •• — • — • ••

Justin Massie, Philippe Lagassé

Philippe Lagassé est professeur agrégé et titulaire de la chaire Barton à la Norman Paterson School of International Affairs de l'Université Carleton.

Justin Massie est professeur titulaire et directeur du département de science politique de l'Université du Québec à Montréal, ainsi que co-directeur du Réseau d'analyse stratégique.

Comment citer cette publication

Justin Massie, Philippe Lagassé, « Ne comptez pas sur nous : l'impréparation militaire du Canada », trad., *Le Rubicon*, vol. 4, 15 mai 2024 [<https://lerubicon.org/ne-comptez-pas-sur-nous-limpreparation-militaire-du-canada/>].